



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 23/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GRAND PARC ENERGIES (exENGIE COFELY)

31 avenue Gustave Eiffel
33600 Pessac

Références : 25-489

Code AIOT : 0005200564

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/06/2025 dans l'établissement GRAND PARC ENERGIES (exENGIE COFELY) implanté 2 rue Jean Artus 33000 Bordeaux. L'inspection a été annoncée le 21/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées. Cette action nationale vise à contrôler les installations de combustion moyennes de puissance thermique nominale totale comprise entre 5 et 50 MW. Ce contrôle consiste notamment en la vérification du combustible utilisé par l'installation, la bonne réalisation du contrôle réglementaire des rejets atmosphériques ainsi que le respect des valeurs limites d'émission applicables de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRAND PARC ENERGIES (exENGIE COFELY)
- 2 rue Jean Artus 33000 Bordeaux
- Code AIOT : 0005200564
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Grand Parc Énergie exploite, en délégation de service public de Bordeaux Métropole, un réseau de chaleur alimentant en chauffage et, progressivement depuis 2025, en eau chaude sanitaire le quartier Grand Parc situé sur la commune de Bordeaux.

La chaufferie Grand Parc 1 (cogénération) a été arrêtée définitivement, son démantèlement est en cours.

Une chaufferie biomasse est en cours de construction ainsi que des travaux de remise en service de la chaufferie par géothermie.

La chaufferie Grand Parc 2 est composée de 5 chaudières fonctionnant au gaz naturel, d'une puissance totale autorisée de 34,22 MW. Seules deux chaudières fonctionnent simultanément, en appoint de la cogénération jusqu'à présent et des chaufferies biomasse et géothermie après leur mise en service.

La chaufferie Grand Parc est actuellement réglementée par :

- l'arrêté préfectoral du 7 janvier 2003,
- l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN25 Combustion

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Rejets atmosphériques - VLE	Arrêté Préfectoral du 07/01/2003, article 13.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.86	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Installations et combustibles autorisés	Arrêté Préfectoral du 07/01/2003, article 1.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Rejets atmosphériques - contrôle réglementaire	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.76	Sans objet
3	Rejets atmosphériques - conditions de référence	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.57	Sans objet
5	Registre MCP	Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 à R. 515-116	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que l'exploitant s'acquitte de ses obligations déclaratives et de contrôle réglementaire des rejets atmosphériques de son installation.

L'inspection a constaté une non conformité d'un rejet en NOx et demandé des informations complémentaires sur l'action corrective mise en œuvre.

L'inspection a demandé à l'exploitant des justifications sur la représentativité des mesures des rejets atmosphériques effectuées au regard des conditions particulières de fonctionnement au cours du contrôle réglementaire (par rapport aux conditions habituelles de fonctionnement).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations et combustibles autorisés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2003, article 1.1			
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contrôle du type combustible pour classement 2910-A ou 2910-B1			
Prescription contrôlée :			
La société Elyo Midi Océan (désormais Grand Parc Énergie) est autorisée sous réserve du respect des prescriptions annexée au présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Bordeaux, rue Jean Artus, une chaufferie dite Grand Parc 2 (GP2) comprenant les installations suivantes :			
Rubrique ICPE	libellé	capacité maximale	classement
2910.1a	Installation de combustion : 5 générateurs : G1 fuel/gaz : 7,11 MW G2 fuel/gaz : 7,11 MW G3 gaz : 5,58 MW G4 gaz : 7,11 MW G5 gaz : 7,11 MW		

	G5 gaz : 7,11 MW puissance thermique maximale	34,22 MW	A
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence de cinq chaudières de marque Guillot dans la chaufferie. Les puissances nominales maximum reportées sur les plaques constructeur des chaudières sont de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 6 400 kW pour la chaudière n°1, - 6 394 kW pour la chaudière n°2, - 5 760 kW pour la chaudière n°3, - 6 394 kW pour la chaudière n°4, - 6 394 kW pour la chaudière n°5. <p>La puissance thermique maximale des chaudières de l'installation est de 31,34 MW. L'exploitant indique que la puissance maximale de la chaufferie va être réduite dans les prochaines années, en lien avec les projets en cours de construction d'une chaufferie biomasse et de remise en service d'une chaufferie par géothermie. L'exploitant précise que la chaufferie GP2 pourrait avoir une puissance totale inférieure à 20 MW et ainsi relever du régime déclaratif.</p> <p>L'inspection a constaté que les brûleurs des chaudières 1, 3 et 5 sont uniquement alimentés au gaz naturel et que les brûleurs des chaudières 2 et 4 sont alimentés au gaz naturel ou au fioul domestique. L'exploitant indique que le fioul domestique était disponible en cas de secours mais que les brûleurs consomment exclusivement du gaz naturel depuis de nombreuses années. Il précise que la pompe d'alimentation en fioul domestique a été retirée et que la cuve de fioul domestique sera retirée à terme. Seule la chaudière n°3 fonctionnait au cours de la visite d'inspection.</p> <p>L'inspection constate que l'installation est correctement classée en 2910-A1 en raison d'une puissance totale supérieure ou égale à 20 MW et inférieure à 50 MW de la chaufferie et de la consommation exclusive de gaz naturel et de fioul domestique.</p>			
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant que les évolutions à venir de la chaufferie (mise à l'arrêt définitif d'une ou plusieurs chaudière(s), retrait de la cuve de fioul, etc...) devront être portées à la connaissance du préfet préalablement à leur mise en œuvre.</p>			
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>			

N° 2 : Rejets atmosphériques - contrôle réglementaire

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.76
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contrôle réglementaire
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Les mesures des émissions atmosphériques requises au titre du programme de surveillance imposé au présent chapitre sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des</p>

imposé au présent chapitre sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) au moins :

[...]

- une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale comprise entre 5 et 20 MW et consommant exclusivement des combustibles visés en 2910-A ;

- une fois tous les ans pour les autres installations de combustion.

[...]

Constats :

L'inspection a constaté que les contrôles réglementaires des rejets atmosphériques sont effectués par l'agence de Pessac (33600) de la société Bureau Veritas Exploitation.

Par arrêté ministériel du 4 décembre 2024 portant agrément des laboratoires ou des organismes pour effectuer certains types de prélèvement et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère, l'agence spécialisée Sud-Ouest de Bordeaux-Pessac de Bureau Veritas Exploitation dispose notamment, jusqu'au 31/12/2026, des agréments requis pour effectuer :

- les prélèvements sur support des poussières dans une veine de gaz (agrément n°1a),

- les prélèvements sur support du dioxyde de soufre (agrément n°10a),

- le mesurage in situ des oxydes d'azote (agrément n°11),

- le mesurage in situ du monoxyde de carbone (agrément n°12),

- le mesurage in situ de l'oxygène (agrément n°13),

- le mesurage in situ de la vitesse et du débit volume (agrément n°14)

- le mesurage in situ de la teneur en vapeur d'eau (agrément n°15).

L'agence spécialisée Sud-Ouest de Bordeaux-Pessac de Bureau Veritas Exploitation dispose de l'accréditation COFRAC n° 1-7368, jusqu'au 31/10/2029, pour notamment les activités d'analyses, d'essais et d'étalonnage en qualité de l'air.

La société Bureau Veritas Exploitation a confié l'analyse des prélèvements sur support des poussières et dioxyde de soufre à la société Eurofins Analyse de l'air (établissement de Saverne) qui dispose, jusqu'au 30/06/2027, des agréments n°1b et 10b respectivement requis pour la quantification des poussières et du dioxyde de soufre.

L'exploitant a présenté à l'inspection les rapports des mesures des émissions atmosphériques effectués par Bureau Veritas Exploitation en janvier 2025, en novembre 2024 et en avril 2023. Seul le rapport des mesures des émissions atmosphériques de la campagne de janvier 2025 a été examiné par l'inspection dans le cadre de cette visite.

Les mesures réglementaires d'émissions atmosphériques sont effectuées par des organismes agréés par le ministre en charge des installations classées et à une fréquence annuelle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rejets atmosphériques - conditions de référence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.57

Thème(s) : Actions nationales 2025, Conditions de référence

Prescription contrôlée :

Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm³), rapportés à des conditions normales de température (273,15 K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm³) sur gaz sec.

Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux utilisés dans des installations de combustion autres que les turbines et les moteurs et de 15 % dans le cas des turbines et des moteurs, à l'exception des installations de séchage, pour lesquelles, quel que soit le combustible utilisé, la teneur en oxygène utilisée est la teneur réelle en oxygène des gaz de combustion non dilués par addition d'air non indispensable au procédé.

Constats :

Les résultats des mesures des émissions atmosphériques effectuées par Bureau Veritas Exploitation en janvier 2025 sont exprimés dans son rapport de mesures :

- en Nm³/h sur gaz secs à 3 % d'oxygène pour le volume des effluents,
- en mg/Nm³ sur gaz secs à 3 % d'oxygène pour les concentrations dans les effluents.

Les résultats des mesures sont exprimés dans les conditions de référence de l'article 57 de l'AM du 03/08/2018.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rejets atmosphériques - VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2003, article 13.3

Thème(s) : Actions nationales 2025, Conformité des VLE

Prescription contrôlée :

article 13.3 de l'arrêté préfectoral du 07/01/20023 :

Sans préjudice de l'article 12.4 du présent arrêté, les valeurs limites d'émission s'appliquent à tous les régimes de fonctionnement stabilisés, à l'exception des périodes de démarrage et de mise à l'arrêt des installations. Toutefois, ces périodes sont aussi limitées dans le temps que possible.

Les gaz issus des générateurs thermiques respectent les valeurs d'émission suivantes pour le SO₂, les NO_x, les poussières et le CO :

appareils	paramètres	VLE (mg/Nm ³)	VLE (kg/h)
chaudière 1	CO	100	0,809
chaudière 1	NO _x	120	0,971
chaudière 1	SO ₂	35	0,283

chaudière 1	poussières	5	0,04
chaudière 2*	CO	100	0,809
chaudière 2	NOx	120	0,971
chaudière 2	SO2	35	0,283
chaudière 2	poussières	5	0,04
chaudière 3	CO	100	0,662
chaudière 3	NOx	120	0,795
chaudière 3	SO2	35	0,232
chaudière 3	poussières	5	0,033
chaudière 5	CO	100	0,809
chaudière 5	NOx	120	0,971
chaudière 5	SO2	35	0,283
chaudière 5	poussières	5	0,04

* Pour la chaudière 2, les VLE ci-dessus sont valables pour la combustion de gaz naturel (seul combustible utilisé)

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure, rapportés à des conditions normalisées de température (273,15K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les concentrations en polluants sont exprimées en milligramme par mètre cube (mg/Nm3) sur gaz secs rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents de 3% en volume.

Article 58 III de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 (extrait) :

Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion existantes fonctionnant plus de 500 heures par an et de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW enregistrées avant le 1er janvier 2014, à compter du 1er janvier 2025 ;

combustible	paramètres	VLE (mg/Nm3)
gaz naturel	CO	100
gaz naturel	NOx	100 (5)

fioul domestique	CO	100
fioul domestique	NOx	150 (3)

(3) Installation qui ne fonctionne pas plus de 1 500 heures d'exploitation par an : VLE=200 mg/Nm3 pour les NOx

(5) Installation enregistrée avant le 1er novembre 2010 : VLE=120mg/Nm3 pour le polluant NOx

Article 56 III de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 (extrait) :

En cas de non-respect des valeurs limites d'émission énoncées à la présente section, l'exploitant prend les mesures nécessaires pour assurer le rétablissement de la conformité dans les plus brefs délais. L'exploitant conserve un relevé des mesures prises pour rétablir la conformité.

Constats :

Le contrôle réglementaire des rejets atmosphériques de la chaufferie a été effectué par Bureau Veritas du 6 au 8 janvier 2025.

L'inspection a constaté que chacune des chaudières dispose d'un conduit de rejet spécifique. Les mesures et prélèvements des rejets atmosphériques ont ainsi été réalisés isolément pour chacune des chaudières.

La chaudière n°4 était en panne au cours du contrôle réglementaire, aucune mesure n'a donc pu être réalisée.

Les chaudières n°1, 2, 3 et 5 fonctionnaient à 50 % de leur puissance nominale au cours du contrôle selon les indications figurant dans le rapport de mesure. L'exploitant a confirmé ces conditions de fonctionnement, à l'exception de celles de la chaudière n°5 dont les vitesses d'éjection et les débits des rejets sont significativement moindres (50 % environ) que le débit nominal et la vitesse d'éjection minimale (fixée au débit nominal) prescrits dans l'arrêté préfectoral. L'exploitant indique par ailleurs que les chaudières n'ont pas fonctionné en continu (fonctionnement en mode marche/arrêt) au cours des essais en raison d'un besoin réduit en chaleur lié à la clémence des températures (11°C de température extérieure selon l'exploitant). L'exploitant précise que ces conditions de fonctionnement n'ont pas permis à Bureau Veritas de répéter 3 fois 30 minutes (conformément à l'arrêté ministériel du 11 mars 2010) les prélèvements de poussières et de dioxyde de soufre. L'inspection constate cependant que les prélèvements de poussières et de dioxyde de soufre ont été effectués sur une durée de 80 minutes et que Bureau Veritas a conclu à l'absence d'impact sur le résultat et la conformité des mesures de cet écart par rapport à la norme.

L'inspection s'est fait présenter les conditions habituelles de fonctionnement de la chaufferie. L'exploitant indique que les brûleurs ne fonctionnent pas à un régime fixe dans les conditions habituelles. Un premier brûleur prend en charge le besoin en chaleur, sa puissance est progressivement modulée entre 50% et 100% de sa puissance nominale puis, en cas de besoin supplémentaire de chaleur, un second brûleur démarre. Les deux brûleurs fonctionnent alors à 50% de leur puissance nominale et la puissance de chacun d'eux est progressivement modulée entre 50% et 100 % de leur puissance nominale. Si besoin, un troisième brûleur démarre et ainsi de suite. Les chaudières ayant fonctionné au cours du contrôle dans des conditions très différentes des conditions habituelles, l'inspection ne peut à ce stade pas statuer sur la représentativité des mesures effectuées par rapport à un fonctionnement habituel des chaudières.

Le tableau de mesure ci-dessous recense les mesures des différents polluants dans les rejets atmosphériques effectués par Bureau Veritas :

appareils	paramètres	mg/Nm ³	kg/h	% V L E concentratio n	% VLE flux
chaudière 1	CO	0	0	0,000	0,000
chaudière 1	NOx	77,8	0,656	0,648	0,676
chaudière 1	SO ₂	0,3	0,016	0,009	0,057
chaudière 1	poussières	1,83	0,0025	0,366	0,063
chaudière 2	CO	0	0	0,000	0,000
chaudière 2	NOx	116	1,22	0,967	1,256
chaudière 2	SO ₂	1,74	0,003	0,050	0,011
chaudière 2	poussières	0,16	0,0017	0,032	0,043
chaudière 3	CO	0	0	0,000	0,000
chaudière 3	NOx	73,4	0,748	0,612	0,941
chaudière 3	SO ₂	1,92	0,0031	0,055	0,013
chaudière 3	poussières	0,2	0,002	0,040	0,061
chaudière 5	CO	10,1	0,033	0,101	0,041
chaudière 5	NOx	112	0,36	0,933	0,371
chaudière 5	SO ₂	1,72	0,005	0,049	0,018
chaudière 5	poussières	0	0	0,000	0,000

Les rejets atmosphériques des polluants sont conformes en concentration et en flux, à l'exception du rejet de NOx en flux (1,22 kg/h pour une VLE à 0,971 kg/h) de la chaudière n°2. L'exploitant a présenté un rapport d'intervention de la société Wheishaupt (constructeur du brûleur n°2) qui a effectué le 12/03/2025 l'entretien du brûleur n°2 et des analyses de combustion. Les rejets mesurés des polluants sont conformes en concentration aux VLE. Le débit des rejets n'est pas disponible dans le rapport d'intervention. Il n'est par conséquent pas possible à ce stade de calculer des flux de polluants et de statuer sur le retour ou non à la conformité des rejets de NOx de la chaudière n°2.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant communique à l'inspection, dans un délai de un mois à compter de la transmission du présent rapport, les conditions de fonctionnement de la chaudière n°5 lors du contrôle réglementaire de janvier 2025 et présente son analyse sur la représentativité des mesures effectuées lors de ce contrôle par rapport aux conditions habituelles de fonctionnement des chaudières.

L'exploitant présente à l'inspection, dans les mêmes délais, son analyse de la représentativité des mesures effectuées lors du contrôle réglementaire de janvier 2025 des rejets atmosphériques des chaudières 1, 2 et 3 par rapport aux conditions habituelle des fonctionnement de ces chaudières. Si les conditions de fonctionnement lors du contrôle réglementaire devaient ne pas être représentatives des conditions habituelles de fonctionnement, l'exploitant établit, dans un délai de deux mois à compter de la transmission du présent rapport, une procédure fixant les conditions de fonctionnement des chaudières à observer lors des contrôles réglementaires pour obtenir une mesure la plus représentative possible des conditions habituelles de fonctionnement des chaudières.

En fonction des réponses apportées, l'inspection se réserve la possibilité de prescrire un nouveau contrôle réglementaire des rejets atmosphériques de la chaufferie.

Dans tous les cas, l'exploitant réalise un contrôle des rejets atmosphériques de la chaudière n°4 lorsque cette dernière sera remise en service.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Registre MCP

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 à R. 515-116

Thème(s) : Actions nationales 2025, Recensement installations MCP

Prescription contrôlée :

R. 515-114 :

I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes :

- le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ;
- la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ;
- le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;
- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;
- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ;
- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;
- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la

<p>charge moyenne en service ;</p> <p>- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. »</p> <p>II. Ces informations sont communiquées :</p> <p>1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :</p> <p>- au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ;</p> <p>[...]</p> <p>2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. »</p> <p>R.515-115 :</p> <p>[...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.</p> <p>R.515-116 :</p> <p>I . Les informations prévues à l'article R. 515-114 « , le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que l'installation GP2 (Grand Parc Énergie 2) est recensée dans le tableau de synthèse au 02/05/2025 des installations de combustion de taille moyenne déclarées en France, tableau de synthèse disponible sur le site internet AIDA.</p> <p>L'ensemble des informations requises sont disponibles dans le tableau de synthèse pour l'installation GP2.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Efficacité énergétique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.86</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Efficacité énergétique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant limite ses rejets de gaz à effet de serre et sa consommation d'énergie. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique (rendements, rejets spécifiques de CO2).</p> <p>Pour les installations de puissance inférieure à 20 MW, l'exploitant d'une chaudière mentionnée à l'article R. 224-21 du code de l'environnement fait réaliser un contrôle de l'efficacité énergétique, conformément aux articles R. 224-20 à R. 224-41 du code de l'environnement ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté du 2 octobre 2009 susvisé.</p> <p>Pour les installations de puissance supérieure ou égale à 20 MW, l'exploitant fait réaliser tous les dix ans à compter de l'autorisation ou de l'enregistrement, par une personne compétente, un examen de son installation et de son mode d'exploitation visant à identifier les mesures qui peuvent être mises en œuvre afin d'en améliorer l'efficacité énergétique, en se basant sur les meilleures techniques disponibles relatives à l'utilisation rationnelle de l'énergie. Le rapport établi</p>

à la suite de cet examen est transmis à l'inspection des installations classées, accompagné des suites que l'exploitant prévoit de lui donner.

Constats :

L'exploitant a présenté un compte rendu du contrôle périodique de l'efficacité énergétique de la chaufferie Grand Parc 2. Ce contrôle périodique a été réalisée les 19 et 20 janvier 2021 par l'Apave.

Ce compte rendu conclu à la conformité des installations au titre des articles R.224-31 à R.224-41 du code de l'environnement (rendements caractéristiques des chaudières, appareils de mesure et de contrôle, livret de chaufferie, conduite et entretien de la chaufferie). L'exploitant a également présenté un tableau de bord de suivi du rendement des chaudières. Ce tableau de bord recense à fréquence mensuelle les rendements des chaudières et du réseau de distribution de chaleur.

L'exploitant n'a pas pu présenter le dernier rapport d'examen de son installation et de son mode d'exploitation visant à identifier les mesures qui peuvent être mises en œuvre afin d'en améliorer l'efficacité énergétique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection, dans un délai de un mois à compter de la transmission du présent rapport, le dernier rapport d'examen de son installation et de son mode d'exploitation visant à identifier les mesures qui peuvent être mises en œuvre afin d'en améliorer l'efficacité énergétique. Il indique les mesures effectivement mises en œuvre et le(s) motif(s) pour le(s)quel(s) certaines mesures n'ont pas été retenues.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois